

## Sous-commission paritaire pour les établissements et les services de santé

Convention collective de travail du 9 septembre 2002

### Institution d'un fonds de sécurité d'existence dénommé «*Intersectoraal Sociaal Fonds (ISF)*» et fixant ses statuts

#### A. INSTITUTION

##### Article 1<sup>er</sup>

Par la présente convention collective de travail et en application de l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>er</sup> alinéa, 1<sup>o</sup> de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, la Sous-commission paritaire pour les établissements et les services de santé institue un fonds de sécurité d'existence dont les statuts sont fixés ci-après.

##### Article 2

La présente convention collective de travail s'applique:

- aux employeurs et aux travailleurs des crèches, préguardiennats, milieux d'accueil extrascolaires, services de gardiennes encadrées à domicile, services d'accueil à domicile d'enfants malades et des institutions et services similaires d'accueil d'enfants néerlandophones ressortissant à la Sous-commission paritaire pour les établissements et les services de santé et situés dans la Région flamande ou la Région de Bruxelles-Capitale et
- aux employeurs et aux travailleurs des établissements et services néerlandophones ressortissant à la Sous-commission paritaire pour les établissements et les services de santé situés en Région flamande ou en Région de Bruxelles-Capitale.

Sont toutefois exclus les centres de revalidation, les services de soins à domicile, les maisons de repos et de soins et les maisons de retraite pour personnes âgées.

Il y a lieu d'entendre par «travailleurs» le personnel masculin et féminin, ouvrier et employé.

##### Article 3

La présente convention collective de travail produit ses effets le 9 septembre 2002 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties avant le 30 juin de chaque année, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante.

La dénonciation doit être notifiée par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Sous-commission paritaire pour les établissements et les services de santé. Le président transmet une copie de la dénonciation à chacune des parties signataires.

#### B. STATUTS

##### CHAPITRE I<sup>ER</sup>: DENOMINATION

##### Article 4

À partir du 9 septembre 2002 un fonds de sécurité d'existence, dénommé «*Intersectoraal Sociaal Fonds (ISF)*» est institué.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR. ENREGISTR.

10-10-2002

13-01-2003

64896 | 6030502

Le siège social du fonds est établi à 1000 Bruxelles, quai du Commerce 48. Ce siège peut être transféré ailleurs, par décision unanime du conseil d'administration du fonds.

## CHAPITRE II: OBJET

### Article 5

Le fonds institué par la présente convention collective de travail assure le financement des initiatives d'emploi et de formation. À cette fin, le fonds perçoit et gère le fonds du produit de la diminution de cotisations provenant des réserves «non récurrentes» du «*Fonds Sociale Maribel voor de opvang van kinderen*», d'une part, et, d'autre part, le «*Fonds Sociale Maribel voor de gezondheidsinrichtingen en –diensten*», tel qu'institué par la Sous-commission paritaire pour les établissements et les services de santé, et versé audit fonds par le Fonds fédéral de récupération institué par l'article 71 de la Loi relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses.

## CHAPITRE III: FINANCEMENT

### Article 6

Les moyens financiers du fonds consistent en:

- le produit des réductions de cotisations visé à l'article 5, 1<sup>er</sup> alinéa de la présente convention, y compris les rentes;
- les autres moyens financiers qui seraient affectés par ou en vertu d'une convention collective de travail.

### Article 7

Les frais d'administration du fonds sont fixés annuellement par le conseil d'administration prévu à l'article 11.

## CHAPITRE V: GESTION

### Article 8

Le fonds est géré par un conseil d'administration paritaire qui se compose de douze membres effectifs.

Ces membres sont désignés par la Sous-commission paritaire pour les établissements et les services de santé, pour moitié sur présentation des organisations patronales, pour moitié sur présentation des organisations des travailleurs.

### Article 9

Les membres du conseil d'administration sont désignés pour la même période que celle de leur mandat de membre de la sous-commission paritaire.

Le mandat de membre du conseil d'administration prend fin en cas de démission ou de décès ou lorsque la durée du mandat expire ou lorsque l'organisation qui a présenté le membre demande son remplacement ou lorsque l'intéressé ne fait plus partie de l'organisation qui l'a présenté.

Le nouveau membre achève, le cas échéant, le mandat de son prédécesseur.

Les mandats des membres du comité de gestion sont renouvelables.

### Article 10

Les membres du conseil d'administration ne contractent aucune obligation personnelle en ce qui concerne les engagements pris par le fonds.

Leur responsabilité se limite à l'exécution de leur mandat.

4

### Article 11

Le conseil d'administration choisit chaque année un président et un vice-président parmi ses membres, issus alternativement de la délégation des travailleurs et de la délégation des employeurs.

Il désigne également la personne chargée du secrétariat.

### Article 12

Le conseil d'administration dispose des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'administration du fonds, dans les limites fixées par ou en vertu de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, par les présents statuts et par l'arrêté royal du 5 février 1997.

Sauf décision contraire du conseil d'administration, celui-ci intervient en tous ses actes et agit en droit par l'intermédiaire du président et du vice-président agissant conjointement, chacun étant remplacé le cas échéant par un membre du Conseil désigné à cet effet par le conseil d'administration.

Le comité de gestion a notamment pour mission:

- de procéder à l'embauche et au licenciement éventuels du personnel du fonds;
- d'exercer un contrôle et de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution des présents statuts;
- de déterminer les frais d'administration;
- de transmettre chaque année au cours du mois de juin un rapport écrit sur l'exécution de sa mission à la Sous-commission paritaire pour les établissements et les services de santé;
- de transmettre aux instances compétentes les rapports prévus par et/ou en vertu de l'arrêté royal du 5 février 1997.

### Article 13

Le conseil d'administration se réunit au moins une fois par semestre.

Le Conseil se réunit soit sur convocation du président agissant d'office, soit à la demande de la moitié au moins de ses membres, soit à la demande d'une des organisations représentées en son sein.

Les convocations doivent mentionner l'ordre du jour.

Les procès-verbaux sont rédigés par le secrétaire désigné par le conseil d'administration et signés par celui qui a présidé la réunion. Les extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président et le vice-président.

### Article 14

Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement que si la moitié au moins, tant des membres de la délégation des travailleurs que des membres de la délégation des employeurs, est présente.

### Article 15

Sauf en cas de dispositions contraires dans le règlement d'ordre intérieur établi par le conseil d'administration, les décisions de celui-ci sont prises à l'unanimité des voix des membres présents.

## CHAPITRE VI: CONTROLE

### Article 16

Conformément à l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, le Fonds désigne au moins un réviseur d'entreprise en vue du contrôle de la gestion du Fonds.

Le réviseur fait, une fois par an, rapport de sa mission à la sous-commission paritaire.

## CHAPITRE VII: BILAN ET COMPTES

### Article 17

Chaque année, le «bilan et les comptes» de l'exercice écoulé est clôturé au 31 décembre.

## CHAPITRE VIII: DISSOLUTION ET LIQUIDATION

### Article 18

Le fonds est institué pour une durée indéterminée.

### Article 19

Il est dissous par la Sous-commission paritaire pour les établissements et les services de santé, à la suite d'un préavis éventuel, comme prévu à l'article 3.

### Article 20

La Sous-commission paritaire pour les établissements et les services de santé désigne les liquidateurs, définit leurs pouvoirs et détermine la destination des avoirs.



**PARITAIR SUBCOMITE voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten**

**Collectieve arbeidsovereenkomst van 9 september 2002**

**Oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid genaamd "Intersectoraal Sociaal Fonds (ISF)" en vaststelling van de statuten.**

**A. OPRICHTING**

Artikel 1 Bij deze collectieve arbeidsovereenkomst en bij toepassing van artikel 1, eerste lid, 1° van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid richt het Paritair Subcomité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten een fonds voor bestaanszekerheid op, waarvan de statuten hierna zijn vastgesteld.

Artikel 2 Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op:

- de werkgevers en hun werknemers van de Nederlandstalige kinderkribben, peuterspeelplaatsen, buitenschoolse opvang, diensten voor opvanggezinnen, diensten voor thuisopvang van zieke kinderen en gelijkaardige instellingen en diensten voor opvang van kinderen, die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten en gelegen zijn in het Vlaams Gewest of in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en op
- de werkgevers en hun werknemers van de Nederlandstalige instellingen en -diensten die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten en gelegen zijn in het Vlaams Gewest of in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Uitgesloten zijn de autonome revalidatiecentra, de diensten voor thuisverzorging, de rustoorden voor bejaarden en de rust- en verzorgingstehuizen.

Onder "werknemers" wordt verstaan: het mannelijk en vrouwelijk werklieden- en bediendenpersoneel.

Artikel 3 Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking op 9 september 2002 en is gesloten voor onbepaalde duur.

Zij kan door elke van de partijen worden opgezegd vóór 30 juni van ieder jaar, met uitwerking op 1 januari van het daaropvolgende jaar.

De opzegging dient betekend te worden bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten. De voorzitter laat een kopie van de opzegging geworden aan elk van de ondertekenende partijen.

NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.	NR.
10-10-2002	03-01-2003	N° 64896 16/30508

## **B. STATUTEN**

### HOOFDSTUK I - BENAMING

Artikel 4 Met ingang van 9 september 2002 wordt een fonds voor bestaanszekerheid opgericht genaamd "**Intersectoraal Sociaal Fonds (ISF)**".

De maatschappelijke zetel van het fonds is gevestigd te 1000 Brussel, Handelskaai, 48. Deze zetel kan bij unanieme beslissing van de Raad van Beheer van het fonds, elders overgeplaatst worden.

### HOOFDSTUK II - DOEL

Artikel 5 Het fonds, opgericht door deze collectieve arbeidsovereenkomst, verzekert de financiering van tewerkstellings- en vormingsinitiatieven. Hiertoe ontvangt en beheert het fonds de sommen van de bijdragevermindering komende uit de "niet-recurrente" reserves van het Fonds Sociale Maribel voor de opvang van kinderen enerzijds en het Fonds Sociale Maribel voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten anderzijds, zoals opgericht door het Paritair Subcomité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten en aan bedoeld Fonds gestort door het Federaal terugvorderingsfonds opgericht bij art. 71 van de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse sociale bepalingen.

### HOOFDSTUK III - FINANCIERING

Artikel 6 De geldmiddelen van het fonds bestaan uit:

- \* de som van de bijdrageverminderingen vermeld in artikel 5, alinéa 1 van deze overeenkomst, met inbegrip van de renten;
- \* de andere geldmiddelen die zouden toegekend worden door of krachtens een sectorale collectieve arbeidsovereenkomst.

Artikel 7 De administratiekosten van het fonds worden elk jaar vastgesteld door de Raad van Beheer voorzien bij artikel 11.

### HOOFDSTUK IV - BEHEER

Artikel 8 Het fonds wordt beheerd door een paritaire Raad van Beheer samengesteld uit **twaalf** effectieve leden.

Deze leden worden aangeduid door het Paritair Subcomité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten, voor de helft op voordracht van de representatieve werkgeversorganisaties en voor de andere helft op voordracht van de representatieve werknemersorganisaties.

Artikel 9 De leden van de Raad van Beheer worden aangesteld voor dezelfde periode als deze van hun mandaat als lid van het Paritair Subcomité.

Het mandaat van lid van de Raad van Beheer vervalt door ontslagneming of door overlijden of wanneer de duur van het mandaat is verstreken of wanneer de organisatie die het lid heeft voorgedragen om zijn vervanging verzoekt of wanneer de betrokkene geen deel meer uitmaakt van de organisatie die hem voorgedragen heeft.

Het nieuw lid voltooit desgevallend het mandaat van zijn voorganger.

De mandaten van de leden van de Raad van Beheer zijn hernieuwbaar.

Artikel 10 De leden van de Raad van Beheer gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan in verband met de verbintenissen aangegaan door het fonds.

Hun verantwoordelijkheid beperkt zich tot de uitvoering van hun mandaat.

Artikel 11 De Raad van Beheer kiest elk jaar een voorzitter en een ondervoorzitter onder zijn leden, beurtelings uit de werknemersafvaardiging en uit de werkgeversafvaardiging.

Hij duidt eveneens de persoon aan die met het secretariaat wordt belast.

Artikel 12 De Raad van Beheer beschikt over de meest uitgebreide bevoegdheden voor het beheer en de administratie van het fonds, binnen de limieten gesteld door en / of krachtens de wet van 7 januari 1958, deze statuten en het koninklijk besluit van 5 februari 1997.

Tenzij andersluidende beslissing van de Raad van Beheer treedt deze laatste in al zijn handelingen op en handelt hij in rechte via de voorzitter en de ondervoorzitter gezamenlijk, elk desgevallend vervangen door een lid van de Raad daartoe door de Raad van Beheer aangesteld.

De Raad van Beheer heeft onder meer als opdrachten:

- \* over te gaan tot de eventuele aanwerving en afdanking van het personeel van het fonds;
- \* contrôle uit te oefenen en alle nodige maatregelen te treffen voor de uitvoering van deze statuten;
- \* de administratiekosten vast te stellen;
- \* tijdens de maand juni van elk jaar schriftelijk verslag over te maken aan het Paritair Subcomité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten over de vervulling van zijn opdrachten;
- \* aan de bevoegde instanties de verslagen voorzien door en / of krachtens het koninklijk besluit van 5 februari 1997 over te maken.

Artikel 13 De Raad van Beheer vergadert minstens eenmaal per semester.

De Raad vergadert hetzij op uitnodiging van de voorzitter ambtshalve handelend, hetzij op vraag van ten minste de helft van zijn leden, hetzij op vraag van één der in zijn schoot vertegenwoordigde organisaties.

De uitnodigingen moeten de dagorde bevatten.

De notulen worden opgemaakt door de secretaris aangewezen door de Raad van Beheer en ondertekend door degene die de vergadering heeft voorgezeten. Uittreksels uit deze notulen worden door de voorzitter en de ondervoorzitter ondertekend.

Artikel 14 De Raad van Beheer kan slechts geldig vergaderen en beslissen indien minstens de helft zowel van de leden van de werknemersafvaardiging als van de leden van de werkgeversafvaardiging aanwezig is.

Artikel 15 Behoudens andersluidende bepalingen in het huishoudelijk règlement opgesteld door de Raad van Beheer, worden zijn beslissingen getroffen bij eenparigheid van stemmen van de aanwezige leden.

#### HOOFDSTUK V - CONTROLE

Artikel 16 Overeenkomstig artikel 12 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid duidt het Fonds een bedrijfsrevisor aan ter contrôle van het beheer van het Fonds. De revisor brengt minstens éénmaal per jaar verslag uit over zijn opdracht aan het Paritair Subcomité.

#### HOOFDSTUK VI - BALANS EN REKENINGEN

Artikel 17 Elk jaar worden op 31 december de balans en rekeningen van het verlopen dienstjaar afgesloten.

#### HOOFDSTUK VII - ONTBINDINGEN VEREFFENING

Artikel 18 Het Fonds is opgericht voor een onbepaalde duur.

Artikel 19 Het wordt ontbonden door het Paritair Subcomité ingevolge een gebeurlijke vooropzeg zoals voorzien in artikel 3.

Artikel 20 Het Paritair Subcomité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten wijst de vereffenaars aan, bepaalt hun machten en duidt de bestemming van het vermogen aan.

\*

\* \*